



Cabinet du Président

N.Réf:

V. Réf:

Objet:

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 6

Depuis la visite de S.E Monsieur Jacob - Zuma le Vice - Président de la République sud - Africaine et Médiateur dans les négociations inter- burundaises, il circule dans l'opinion, des contre - vérités sur la position du parti pour la Concorde Nationale PACONA , ABASANGIRAJAMBO, par rapport à la question cruciale de partage du pouvoir et du calendrier des élections.

C'est pour cette raison que le Parti pour la Concorde Nationale PACONA, «ABASANGIRAJAMBO» porte à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

Le PACONA se joint aux autres forces politiques pour soutenir que le système institutionnel à mettre en place pour la gestion politique, économique et sociale du Burundi de demain doit assurer les équilibres indispensables entre les communautés ethniques.

Ce sont ces équilibres qui favorisent la réconciliation nationale et la cohabitation pacifique.

Les institutions à mettre sur pied doivent impérativement assurer l'équilibre des pouvoirs afin d'éviter l'exclusion quelle que soit sa forme, garantir et renforcer l'état de droit où tous les citoyens ont les mêmes droits et jouissent des mêmes chances à l'épanouissement individuel.

Toutes les communautés ethniques doivent impérativement être représentées dans les différentes institutions à des niveaux tels que les intérêts vitaux soient toujours protégés et sauvegardés.

Ce principe de partage du pouvoir a été consacré par les Accords d'Arusha : c'est une réalité que le pouvoir est partagé entre les familles politico-ethniques à concurrence de :

- 60% hutu - 40% tutsi pour l'Assemblée Nationale.
- 50% hutu - 50% tutsi pour le Sénat.
- 55% hutu - 45% tutsi au niveau du gouvernement.
- 60% hutu - 40% tutsi pour les pouvoirs locaux (Administration provinciale et communale, sociétés paraétatiques etc ...).
- 50% hutu - 50% tutsi au niveau des forces de défense et de sécurité.

Le Parti pour la Concorde Nationale PACONA « Abasangirajambo » milite pour que ce principe de partage de pouvoir soit consacré par la Constitution, le code électoral et intériorisé dans les mœurs politiques burundaises :

LA Concorde nationale est à ce prix.

Nous avons été plusieurs à défendre une position qui sauve : près de 18 partis politiques signataires et non signataires des Accords d'Arusha se reconnaissent dans cette vision en ajoutant qu'il y a nécessité de l'alternance politique et ethnique au sommet de l'Etat.

Comme pour nous dérouter des objectifs de notre combat politique, certains ont vu dans notre signature sur le mémorandum adressée au Vice - Président Jacob Zuma, une coalition avec les partis politiques du G 10.

Nous tenons à informer l'opinion de nos militants à Bujumbura comme à l'intérieur du pays que le PACONA n'est pas du G10 parce que non signataire des Accords d'Arusha ; comme il n'est pas parti prenante non plus en G7. Il ne pourrait en être autrement, par ailleurs.

Le temps des coalitions venu, il appartiendra aux militants ABASANGIRAJAMBO de déterminer eux-mêmes avec qui se présenter devant le peuple burundais pour requérir sa confiance.

Le Parti pour la CONCORDE NATIONALE
PACONA « ABASANGIRAJAMBO »

Jean Bosco NDAYIZAMBA
Président